

## PARIS-BERLIN, VIA LUXEMBOURG

### Un relais dans les relations franco-allemandes de la NRF:

#### la maison des Mayrisch.

par

Daniel DUROSAY

En un temps où les frontières ne s'ouvraient qu'aux armées, le Luxembourg, par l'entremise des Mayrisch, pour quelques intellectuels français et allemands fait fonction d'observatoire, en terrain presque neutre: point de passage et centre de communications entre les deux nations, à partir de 1919. Entre le groupe de la N.R.F. et le foyer des Mayrisch des relations plus que littéraires ont pris corps dès la fin de la première guerre mondiale, et se sont prolongées, sous une forme directe, jusqu'à la disparition, en février 1925, de Jacques Rivière, qui fut un des pivots de l'entreprise. Au-delà de ce terme, la participation des hommes de la N.R.F. au projet politique mis en oeuvre par le sidérurgiste luxembourgeois se continue certes par la présence de J. Schlumberger au Comité franco-allemand d'information, mais alors cette adhésion individuelle ne concerne plus ouvertement la revue. Dès le milieu de l'année 1919, ces relations s'organisent autour d'un axe, toujours plus nettement affirmé: la nécessité d'une reprise des relations franco-allemandes, comme condition de la reconstruction européenne, et de la paix. Ce qui fait la particularité de ce courant d'idées, et sa force auprès d'intellectuels, que la guerre a pénétrés de la valeur des pensées concrètes, c'est qu'il appuie progressivement sa justification sur l'expérience économique incarnée par Emile Mayrisch, après 1919 le plus important des maîtres de forges luxembourgeois. La politique d'entente franco-allemande qui se dégage des

pages de la NRF, non sans difficulté ni lenteur, en l'espace de cinq ans, repose, pour l'essentiel, sur trois protagonistes: Gide, Rivière et Schlumberger, qui en assument, successivement, dans des époques différentes, la direction. Que ces trois hommes aient été liés d'amitié avec les Mayrisch, et, de ce fait, en mesure de se regrouper plus facilement autour des idées qu'ils préconisaient, explique pour beaucoup que le rapprochement franco-allemand ait été la seule direction politique que la NRF ait su se trouver, dans ces premières années d'après-guerre. Jusqu'à la renaissance de Pontigny en 1922 seulement, ces efforts multiples ont trouvé leur point de convergence au Luxembourg: à Dudelange jusqu'en 1920, et surtout à Colpach, après cette date.

Avant la guerre déjà, mais dans le domaine culturel, exclusivement, les relations étaient solidement établies avec la personne d'Aline Mayrisch, épouse de l'industriel depuis 1894. Si ces amitiés littéraires n'avaient pas été mises en communication avec les affaires d'Emile Mayrisch, c'est qu'alors rien ne le justifiait. Les initiatives littéraires de Mme Mayrisch, son rôle d'initiatrice à la littérature allemande - en particulier à l'oeuvre de Rilke<sup>1</sup> - étaient tournées vers la France et, spécialement vers la NRF; les affaires de son époux, à la tête de l'A. R. B. E. D., concentration d'entreprises sidérurgiques réalisée sous sa direction en 1911, se développaient, quant à elles, dans le cadre géographiquement opposé du Zollverein, l'union douanière allemande. Or la défaite de l'Allemagne modifiaient du tout au tout ses conditions d'exercice et précipitait le Luxembourg en pleine crise. Elle lui imposait en effet un changement de sphère économique: une nouvelle union douanière devait être cherchée, que Mayrisch, pour des raisons de débouchés, souhaitait voir s'établir avec la France plutôt qu'avec la Belgique.<sup>2</sup> Tournées, par force, vers la France à partir de 1918, les orientations économiques d'Emile Mayrisch, allaient désormais dans le même sens que les amitiés littéraires de son épouse, et c'est évidemment par l'entremise de cette dernière que la conjonction des milieux a pu prendre consistance.

Avant même que la NRF ait repris sa publication en juin 1919, plusieurs contacts, au niveau des individus, avaient déjà repris place, qui constituent comme un chapitre préliminaire de cette histoire commune, dont une partie - celle qui concerne Gide - est, à ce jour inédite. Dès 1917, et dans un cadre fort secret, où la littérature n'avait guère de part, une rencontre entre E. Mayrisch et Jean Schlumberger, alors attaché au service de renseignements de l'Etat-Major français, avait eu lieu à Neuchâtel. Il s'agissait de recueillir des informations sur l'état de l'industrie allemande. La moisson fut si fructueuse, raconte Schlumberger<sup>3</sup>, que sitôt après l'armistice, fin décembre 1918<sup>4</sup>, une nouvelle mission lui fut confiée, cette fois à l'Etat-Major de Foch, à Luxembourg. De toute évidence, Mayrisch cherchait le contact avec la France, au moment où celle-ci devenait le partenaire obligé de son action.

Quant à Gide, c'est par un concours de circonstances, lors d'un premier séjour à Luxembourg, du 16 au 30 avril 1919, qu'il put se rendre utile, mais cette fois en sens inverse, en plaidant la cause du Luxembourg à Paris. Mayrisch obtint en effet de lui qu'il écrivit, sur la question alors en suspens du référendum luxembourgeois relatif au futur rattachement économique du pays, deux lettres à ses amis A. Bréal et E. Ja-loux, chefs de service à la Maison de la Propagande, organisme parisien dépendant du Quai d'Orsay, et par conséquent en communication aisée avec P. Berthelot, Directeur des Affaires Politiques, et J. Seydoux, cousin de Schlumberger, Directeur des Affaires économiques au Ministère des Affaires Etrangères - tous deux acteurs de premier plan à la Conférence de la Paix. Dans la première de ces lettres, Gide se faisait l'apologiste du rattachement économique du Grand-Duché à la France - solution on ne peut plus favorable aux négociations industrielles que menait alors Mayrisch avec Schneider pour la reprise en commun des installations allemandes en Lorraine et au Luxembourg, qui devait déboucher en décembre 1919, sur la constitution des sociétés, minière et métallurgique, des Terres rouges - et dans la deuxième lettre, il suggérait la venue

d'un envoyé spécial de la Maison de la Propagande pour couvrir la manifestation populaire de soutien à la solution française prévue à Luxembourg le 27 avril<sup>5</sup>. Contrairement aux espoirs mis en elles, il ne semble pas que ces lettres aient eu un écho officiel à Paris. Malgré leur peu d'efficace, ces démarches donnaient le coup d'envoi d'une collaboration spécifique avec les Mayrisch et créaient, pour la suite, une disposition à l'accueil et à l'écoute, propice au message qu'ils voudraient faire passer.

Côté luxembourgeois, les Mayrisch travaillaient à perfectionner les conditions matérielles de l'accueil, pour les mettre à hauteur de leurs ambitions quasi-diplomatiques. Dès le milieu de 1919, leur maison de Dudelange, sise au coeur du bassin minier, leur paraissait impropre; ils rénovaient et aménageaient, pour lui conférer la noblesse symétrique des demeurs grand-bourgeoise, le château de Colpach, établi plus au nord, dans un cadre rural et forestier propice à la villégiature, à la retraite, et d'un tel charme que la plupart de ses visiteurs ont vanté le génie du lieu. De cette maison, les Mayrisch firent un endroit non seulement de détente et de vacances, mais de rencontres et d'échanges. Pour Gide et pour Rivière, le compte de leurs séjours a été fait par Tony Bourg et Marcel Engel, érudits luxembourgeois: 9 pour le premier, entre 1919 et 1929, dont 7 avant la fin de 1922; 4 pour Rivière, entre février 1921 et novembre 1924<sup>6</sup>. Ce décalage de dates fait comprendre que le second prenne ici le relais du premier, et que l'importance de Rivière ne s'affirme à Colpach que lorsque la présence de Gide se fait plus rare. Quant à Schlumberger, les renseignements ne sont pas aussi précis, mais assurément ses venues furent nombreuses, et certaines en compagnie de Gide. Son rôle s'affirmera surtout après la mort de Rivière, lorsqu'il s'efforcera, mais en s'éloignant de la NRF, de recueillir l'héritage, dans un organisme nouveau, mis sur pied par E. Mayrisch, avec l'aide de P. Viénot: le Comité franco-allemand<sup>7</sup>. Colpach fut notamment le lieu de plusieurs rencontres au sommet, la plus illustre, en littérature et politique, lorsque Gide

y retrouva Rathenau, en septembre 1920. Tandis que dans le domaine culturel, l'autre événement majeur fut la rencontre, en juin 1921, de Gide avec E. R. Curtius, alors professeur de littérature romane à l'Université de Bonn. Ces deux rencontres, symboliques de la double vocation, pratique et spéculative, des époux Mayrisch, conjuguant leurs capacités respectives, ont introduit les deux figures principales, choisies par la NRF pour être ses interlocuteurs en Allemagne dans l'immédiat après-guerre. C'est la genèse et la préparation de ces événements intellectuels que nous voudrions étudier ici. En commençant, il n'est pas inutile, pour caractériser l'esprit du lieu, en même temps que l'urgence et la contrainte de la conjoncture, de noter que dans ces rencontres, la politique précède la littérature.

Quels mobiles poussaient donc les différents protagonistes vers ce but commun d'un rapprochement franco-allemand? Pour E. Mayrisch, c'est trop peu dire qu'il adhère à ce mouvement d'idées: bientôt il l'informe et l'infléchit dans un sens concret, parce qu'il est en parfaite conjonction avec la logique des intérêts économiques qu'il a pour charge de défendre. On a vu qu'il avait, au lendemain de l'armistice, misé sur la France. Or en mai 1920, celle-ci impose au Luxembourg une union douanière avec la Belgique. Le directeur de l'A. R. B. E. D. s'en accommode, mais ne peut s'en satisfaire. Car la sidérurgie luxembourgeoise souffre d'une crise identique à celle de la sidérurgie française: insuffisance des approvisionnements en coke, insuffisance des débouchés, concurrence accrue de la sidérurgie allemande, qui, contrairement aux prévisions françaises de 1918 et 1919, reconstitue dans la Ruhr le potentiel perdu en Lorraine. Comme ces installations modernes font double emploi avec les établissements français et luxembourgeois, ceux-ci ne peuvent tourner à plein, tant s'en faut: par rapport aux chiffres de 1913, la baisse des productions entre 1920 et 1922 atteint souvent 50%. Entre la France et l'Allemagne, une véritable guerre froide économique, selon l'expression de J. Bariéty, prolonge les hostilités et dès la fin de 1921, il apparaît qu'asphyxiant la sidérurgie

française et son appendice luxembourgeois, le vaincu d'hier est en train de gagner la paix. Dans cette situation désastreuse, on comprend que Mayrisch se soit ingénié à rétablir les courants d'échanges avec l'Allemagne, dans des conditions aussi proches que possible de celles qui prévalaient avant la guerre. On n'oubliera pas que, si la constitution en 1919 de la Société des Terres Rouges avait imbriqué l'A.R.B.E.D. dans la sidérurgie française, Mayrisch avait par ailleurs conservé des intérêts en Allemagne: Usine Rothe Erde d'Eschweiler, près d'Aix-la-Chapelle, usine de câbles électriques Felten et Guillaume, à Cologne, sans compter que, par le redécoupage des frontières, son usine de Burbach se trouvait maintenant dans la Sarre<sup>8</sup>. Ainsi, le fonctionnement économique de cette multinationale qu'était l'A.R.B.E.D. entraînait, à tout instant en contradiction avec la situation politique en Europe: à cheval sur plusieurs frontières, l'entreprise requérait la circulation des produits d'un pays à l'autre, mais un tel passage se heurtait aux cloisonnements dictés par les rivalités nationales. Le rapprochement franco-allemand, clef de la situation européenne, se présentait pour l'industriel comme un but constant. Par nécessité, Mayrisch avait vocation pour une entente internationale qu'il mettra sept ans à réaliser, puisque l'Entente Internationale de l'Acier, son chef-d'oeuvre, ne fut conclue qu'en 1926. Pour dégager les moyens d'une telle action, Mayrisch s'efforça de mettre à profit sa position géographique, tout comme son acquis de négociateur en 1918, afin de se présenter en intermédiaire désigné entre les deux nations. Or le jeu que menait Mayrisch, celui de la négociation entre forces industrielles, tendait à se développer de manière autonome par rapport aux appareils politiques, qui le contrarièrent en plusieurs circonstances, notamment France dans la période poincariste, au nom de l'intérêt supérieur de la nation. C'est ici que peut se comprendre l'attention d'un industriel pour les moyens de presse susceptibles de façonner l'opinion à l'idée de négociation, et, par ricochet, d'amener à ses vues un pouvoir politique dont la lenteur et les réticences mettaient un frein au mouvement des ententes

industrielles. Homme d'affaires contraint à la négociation pour survivre, mais sujet d'un trop petit pays, et d'ailleurs sans titre officiel, Mayrisch ne peut user que de moyens latéraux - négociations privées entre industriels, influence sur la presse.

Si l'on passe aux écrivains, constatons, au titre des prédispositions favorables, que tous trois étaient familiers de la langue et de la culture allemandes. Pour Schlumberger, né, après l'annexion, dans la caste bourgeoise des "fabricants" alsaciens, grand, jusqu'à la quinzième année, moment de son émigration en France, dans une atmosphère allemande, cette connaissance est native. La proximité culturelle, et des attaches familiales dans l'industrie, faisaient de lui l'interlocuteur privilégié d'un Mayrisch. Gide, pour sa part, si l'on en croit quelques-unes de ses lettres, n'aurait su que passablement la langue allemande. Assez cependant pour se lancer, en décembre 1909, dans une dissertation comparative sur les mérites respectifs des langues française et allemande, qui lui valut une polémique avec son traducteur Kurt Singer<sup>9</sup>. Mais il en avait certes la connaissance livresque: les oeuvres de Goethe, Schopenhauer, Nietzsche et Rilke constituent, dès longtemps, ses points d'ancrage dans la culture allemande. L'Allemagne l'intéresse comme il s'intéresse aux contraires, parce que sa culture lui paraît complémentaire de la nôtre, et parce que, comme le suggère D. Moutote<sup>10</sup>, elle lui propose une forme d'exploration flattant sa pente fondamentale vers l'aventure. Ajoutons, pour notre part, qu'avec ses amis, en cherchant le rapprochement franco-allemand, dans les années du Bloc National, Gide éprouve encore la satisfaction du comportement minoritaire, le sentiment élitiste d'avoir raison avant tout le monde, et surtout par rapport au grand nombre. C'est pour Rivière que le parcours sera le plus difficile; l'Allemagne, visiblement, le prend à contre-cœur, car il reste marqué par sa longue et pénible captivité, dont il rapporte un témoignage, fort étranger à toute idée de réconciliation, L'Allemand, publié presque trop tard, en décembre 1918. Pourtant, dans les années suivantes, l'Allemagne dut être pour Rivière l'occasion d'une reconversion, sincère ou

tactique, on ne sait trop, qui prend l'allure d'un rachat, pour contrebalancer l'effet d'un livre immédiatement contesté dans le cénacle<sup>11</sup>.

Si maintenant l'on examine la question sous l'angle collectif d'une revue, il importe de signaler que la question des rapports avec l'Allemagne, dans la NRF, allait immédiatement se greffer sur celle, autrement fondamentale à l'époque, de la relation du groupe au politique. Car c'était une des composantes nouvelles et incontournables du moment: la guerre avait contraint de penser l'existence en termes politiques. Et l'on oublie trop souvent que Rivière, dans son texte programmatique de juin 1919, préparé par une correspondance de deux ans avec Schlumberger, qui lui préconisait depuis 1917 une revue plus intellectuelle que littéraire<sup>12</sup>, Rivière n'avait pas manqué de réserver la dernière partie de son exposé à la possibilité d'introduire la réflexion politique dans la NRF, vouée jusqu'alors à la pure littérature, mais sous un prudent régime de séparation :

"Nous avons l'ambition de nourrir à la fois, conjointes mais séparées, des opinions littéraires et des croyances politiques parfaitement définies"<sup>13</sup>.

Las ! Cette invite avait surtout révélé les clivages nés de la guerre, à l'intérieur d'une équipe mûrie et changée. En juillet 1919, la crise interne de la revue, sa division à propos de la direction de Rivière, et des principes qu'il formulait, ne faisait que relayer l'antagonisme extérieur, qui opposait depuis peu, Clarté et le parti de l'Intelligence. Dans cette bataille idéologique, la NRF était une place à prendre. Et, jusqu'à la fin de l'année 1919, Rivière dut notamment résister aux offensives d'une droite, personifiée par Ghéon, maintenant rangé sous la bannière du maurassisme, et, avec plus de distance et de modération, par Schlumberger. Or à ce débat politique qui faillit lui coûter son poste de directeur, Rivière put fournir, précisément avec la question du rapprochement franco-allemand, un argument capable de reconstituer l'unité du groupe. Précisée au fil des ans, l'entente avec l'Allemagne devint le commun dénominateur, pièce maîtresse et vérita-

blement la seule, de la direction politique, dont Rivière avait inscrit la promesse dans son texte liminaire de juin 1919.

Dans l'histoire de cette réflexion sur l'Allemagne, entre 1919 et 1925, on distinguera deux phases: la première d'information et d'attente d'une Allemagne nouvelle, où Gide occupe le premier rôle, et dont sa rencontre avec Rathenau, fin 1920, constitue le couronnement manqué. L'année 1921 est une année de transition: Rivière et Gide y alternent, mais d'une manière de plus en plus spécifique: Gide se cantonne aux relations culturelles, et met en avant Curtius, tandis que le discours de Rivière prend un tour politique. A partir de 1922, s'ouvre une période cruciale d'accélération. Côté français le dégel des esprits se précise, mais se heurte au regain des tensions politiques provoquées par les dérobades allemandes dans l'exécution des réparations, qui mènera, l'année suivante, à l'occupation de la Ruhr. Pourtant la volonté de construction et de mise en oeuvre est évidente: dans l'environnement immédiat de la NRF, renouveau des "livres entretiens" de la rue Visconti, avec pour premier débat de fond: "La reprise des relations entre Français et Allemands" (15 janvier-22 février 1922), en présence notamment, pour la littérature, de Gide, Rivière, Martin du Gard, Duhamel et Hamp<sup>14</sup>; en août, reprise des Décades de Pontigny -et participation de Curtius, qui bénéficie des multiples faveurs des Mayrisch; prise de contrôle de la Luxemburger Zeitung par E Mayrisch, qui y publie des chroniques régulières de Rivière et de Curtius. Au début de 1923, au plus fort de la crise rhénane, l'initiative passe, de manière plus décidée, à Rivière, épaulé par Schlumberger, lorsque tous deux préconisent, pour sortir de l'impasse d'une politique de force, la solution de sagesse du rapprochement franco-allemand, et c'est alors que l'influence d'E. Mayrisch est la plus clairement perceptible. La mort de Rivière décapite cette entente avec les amis luxembourgeois: Paulhan, qui prend la succession lui est hostile; Schlumberger ne se sent plus de taille à entretenir la flamme, dans la mesure où il est isolé, et préfère changer de théâtre; Gide revient du Congo avec d'autres occupations, et plus urgentes.

Il faut dire aussi que le contexte global ôte enfin à la question allemande ce caractère d'acuité qu'elle avait depuis 1919: la victoire du Cartel des Gauches conduit à la détente de Locarno (octobre 1925) et, pour Mayrisch, à l'Entente Internationale de l'Acier (septembre 1925), qui stabilise les marchés. Autant de facteurs internes et généraux qui font que dans la cercle de la NRF, la question des rapports franco-allemands perd de son intérêt et s'évapore après 1924.

Dans la phase initiale, d'emblée, le numéro de reprise de juin 1919 était indicatif de l'attention privilégiée qu'on entendait porter au pays voisin. Les noms de Gide et d'Alain Desportes, pseudonyme, dès avant la guerre, d'Aline Mayrisch, y voisinaient, et cette association mettait en évidence une communauté de vues. Du premier, ce numéro proposait en effet des "Réflexions sur l'Allemagne"<sup>15</sup> et, de la seconde, parmi les notes critiques, un "Premier regard sur l'Allemagne"<sup>16</sup>. Les "Réflexions" de Gide étaient amenées par une lettre ouverte à Jacques Rivière. Insatisfait des jugements trop tranchés de L'Allemand, l'auteur, en guise de retouche, exhumait d'autres carnets du temps de Guerre, d'où se dégageait une démarche pondérée, effectivement mise en oeuvre quelques mois plus tard. La nouvelle culture européenne d'après-guerre serait fondée sur la complémentarité des diverses cultures nationales, et par conséquent ne pourrait se passer de l'Allemagne; l'important était d'empêcher qu'elle y domine, et pour cela, il convenait de la diviser, c'est-à-dire de distinguer et encourager les forces centrifuges qui s'opposaient à la Prusse. Déjà se donnait à lire l'alpha et l'omega de la politique gidienne, qui quelques mois plus tard servirait de base à un accord avec Curtius, savoir que ce mouvement vers l'Europe ne signifierait pas une dénationalisation des cultures respectives, mais au contraire appelait une reconnaissance de leur spécificité.

"Nous avons toujours soutenu que ce n'est pas en se banalisant, mais en s'individualisant, si l'on peut dire, que l'individu sert l'Etat; et de même c'est en se nationalisant qu'une littérature prend place dans l'humanité et signification dans le concert"<sup>17</sup>.

Le point de convergence entre de telles réflexions et le "Premier regard sur

l'Allemagne" d'A. Desportes résidait dans un effort d'écoute et d'ouverture. Sans entrer déjà dans aucun examen particulier, la chronique se bornait à signaler l'importance notable de l'élément juif dans la vie intellectuelle d'Outre-Rhin - à cette occasion, pour la première fois dans la NRF, était avancé le nom de Rathenau- et, second trait saillant, l'absence de centre directeur: l'Allemagne d'après guerre était un pays éclaté, autrement dit, morcelable, divisible, comme le désirait Gide, et à reconstruire pour l'esprit français. Un détail toutefois de ce texte inaugural éveille l'attention, car il permet d'apercevoir un projet, une arrière-pensée placée comme en attente:

"Si nos moyens d'investigation, dans un pays et à une époque où les questions économiques ont une influence aussi prédominante, nous ouvriraient quelques perspectives sur cette sphère, jusqu'ici en dehors des préoccupations de la Nouvelle Revue Française, nous ne négligerions pas de signaler ce que là aussi nous aurions pu voir ou entendre."<sup>18</sup>

Il était donc établi dès juin 1919 et dans la ligne des suggestions de Rivière, que la NRF pourrait s'ouvrir à l'exposé de thèses économiques: l'Allemagne, considérée comme le pays de la surindustrialisation, en serait le prétexte, et Mme Mayerisch, son porte-parole. Empressons-nous de dire que cette possibilité ne fut pas utilisée directement. La collaboration d'A. Desportes, qui s'annonçait régulière, ne fut en fait que sporadique et limitée dans le temps: en tout cinq articles jusqu'en 1922 - tous de nature littéraire<sup>19</sup> - et rien après. A vrai dire, il n'était plus nécessaire, car, pour cette fonction, d'autre voix avaient pris le relais: pour la littérature Félix Bertaux, bientôt Groethuysen; pour l'économie et le politique: Rivière, et Schlumberger.

Dans la façon dont la NRF a couvert la production allemande d'après-guerre, nous nous bornerons à ce qui présente un lien avec l'activité des Mayerisch. Or, de cet examen, un nom émerge avec relief: celui de Walter Rathenau, auquel, à peu de distance, trois articles copieux sont consacrés: le premier, une récitation du livre récent de G. Raphaël, est publié par M.

Arnaud, en janvier 1920, mais préparé dès le mois d'août précédent<sup>20</sup>; les deux autres - à vrai dire les deux chapitres d'une même étude - par F. Bertaux, dans les numéros d'avril et de mai. Quatre mois plus tard, en septembre, la rencontre de Colpach entre Gide et Rathenau, mettait un point d'orgue à ce qui fut à la NRF une année Rathenau. Ce nom, c'est vraisemblablement par les Mayrisch qu'il s'y est introduit, pour des raisons de date et des raisons de fond. On a vu à l'instant que dès juin 1919, il passait sous la plume d'A. Desportes, et l'on n'aura garde d'oublier que Gide, après son séjour d'avril, revint longuement à Dudelange, du 26 juillet au 17 septembre. Surtout le personnage incarné par Rathenau - représentant de ce pouvoir industriel si puissant dans l'Allemagne de Weimar, où il remplit le vide politique laissé par l'élimination du personnel lié à l'Empire - un tel personnage se plaçait immanquablement dans la ligne de mire d'un Mayrisch. Chez les deux critiques, Rathenau bénéficie du double prestige, si puissant sur l'entre-deux-guerres, de l'homme d'action et du penseur. En tant qu'homme d'action, Rathenau venait d'hériter d'un empire industriel, dont le pivot était déjà la puissante A.E.G., régnant sur les industries fines de l'électricité, en plein essor. En tant qu'organisateur, il avait mis sur pied, au début de la guerre, pour compenser le blocus de l'Allemagne, un Service des matières premières, chargé des approvisionnements, et l'avait dirigé dix mois. C'est surtout après cette expérience suivie d'une semi-retraite, que le penseur s'était affirmé, rédigeant à rythme soutenu, une série d'ouvrages consacrés à la réforme économique, dont la publication avait suscité dans son pays curiosité et même engouement. Dérivée de l'expérience acquise dans l'économie de guerre, cette réforme visait à exploiter, avant que le sens de l'intérêt général ne se perde, une conjoncture favorable à l'intervention de l'Etat, pour accélérer une réforme du capitalisme, serré de près maintenant par la révolution, et obligé de s'amender. Beaucoup de ses suggestions, dont l'audace effrayait le patronat, resteront lettre morte en Allemagne, mais serviront au plan quinquennal soviétique. Dans ce programme,

le chapitre international surtout était propre à retenir l'attention d'E. Mayrisch, qui nous semble y avoir puisé une part de son inspiration, mise en pratique après l'assassinat de l'homme d'Etat. Présenté comme une contribution à la paix, sorte de wilsonisme à l'allemande, ou plutôt de complément économique à l'idée trop exclusivement politique et idéaliste de Wilson, ce plan prévoyait, pour mettre un terme aux concurrentes anarchiques d'avant-guerre, une sorte d'association économique mondiale fondée sur des ententes générales pour les matières premières, les financements et les débouchés-idées concrétisées plus tard par l'E.I.A.

Un point commun souligné par les deux études était le rôle dévolu à l'individu dans un système à tendance collectiviste. Dans ce que Michel Arnaud appelait un "saint-simonisme rajeuni"; le rôle dirigeant dévolu aux compétences apaisait les inquiétudes d'une élite effrayée par la montée des masses et du matérialisme-inquiétudes stimulées par la révolution bolchevique, et à propos desquelles, en septembre 1919, Rivière avait publié sa "Décadence de la liberté". Ainsi dans cette double présentation de Rathenau, c'est surtout la possibilité d'une réforme, donc d'une transformation de l'Allemagne qui retient les esprits. La pensée de Rathenau exorcise l'image répulsive d'une Allemagne prussifiée, mécanisée, déshumanisée. Sans doute considère-t-elle l'organisation comme un but inévitable, mais prenant soin d'en équilibrer le principe par la liberté créatrice de l'individu. Allemand rassurant pour l'esprit français, attaché à la différence individuelle, Rathenau l'est aussi par son judaïsme, souligné par les deux critiques, qui le fait sortir de la norme prussienne: à ce titre, il est l'Allemand différent d'une autre Allemagne. A travers la figure de ce partenaire jugé digne d'estime s'élabore le mythe d'une Allemagne non pas encore amie, mais en tout cas porteuse d'avenir: au cynisme d'une Realpolitik de type bismarckien, mise au service de l'intérêt national exclusif, paraît se substituer un esprit idéaliste, universaliste et pragmatique, enclin à moraliser la vie économique et internationale - bref une Allemagne avec supplément d'âme.

L'intérêt porté à Rathenau créait donc les conditions intellectuelles d'une

reprise de contacts, que Gide à la NRF voulut être le premier à mettre en oeuvre. Ce dessein dont l'initiative revenait à lui seul, notons-le, fut alors secondé par les Mayrisch. Concrètement rien ne leur était plus aisé que d'organiser ces contacts: en affaires, E. Mayrisch avait un point de contact avec Rathenau, sur les matériels électriques, par la fabrique de câbles Felten et Guillaume, de Cologne, rachetée par l'A.R.B.E.D. en 1919<sup>21</sup>. Mais c'est surtout politiquement que Mayrisch voyait intérêt à soutenir Rathenau auprès de l'opinion française: même façon d'aborder les problèmes, sous l'angle économique, mêmes vues quant à la nécessaire détente en Europe. Cette ligne politique, Mayrisch, en homme informé, la voyait s'esquisser, en juillet de cette année 1920, lors de la conférence de Spa, à l'occasion de laquelle Rathenau avait effectué une rentrée politique encore modeste, en tant que conseiller et expert<sup>22</sup>. Contre un Stinnes, partisan de la politique du pire, qui préconisait de résister et d'éluder les réparations, Rathenau avait fait prévaloir son point de vue: se plier aux demandes de charbon de la France, mais pour amorcer la négociation, écartier la menace d'une prise de gage en Rhénanie, qui eût mis à mal l'unité du pays, et obtenir la diminution de la dette allemande. L'entrevue désirée entre l'écrivain et l'homme d'Etat eut lieu dans le cadre nouvellement inauguré de Colpach, les 23 et 24 septembre 1920, c'est-à-dire à une époque où Rathenau était encore en attente d'un destin politique éminent. Or la rencontre fut un fiasco, non pour des raisons d'idées, mais, platement, pour des questions de personnes et de manières: gêne devant l'expansivité indiscreète de l'Allemand, et le mysticisme exubérant de ses propos. Le préjugé antisémite sur l'affairisme juif ajoutait à la perplexité de Gide. Bien plus que dans le Journal<sup>23</sup>, c'est dans les confidences à la Petite Dame que la déception s'exprime toute crue:

"Je sors de cette entrevue tout déprimé. Dire que c'est sans doute avec lui qu'en Allemagne on pourrait le mieux s'accrocher ! Eh bien ! on ne s'accroche pas du tout. Au fond, c'est l'ennemi; il y a une impossibilité intérieure. Certes dans ses livres, il a mis quelques idées qui me

sont le plus chères, mais entre le mystique et l'automate, l'organisateur, je ne sens pas l'homme, cela justement qui serait intéressant. Ces deux éléments sont sans lien. Au fond, je suis déçu. Je le croyais plus extraordinaire. Je ne puis le suivre dans ce mysticisme éperdu, sorte de vague tolstoïsme"<sup>24</sup>.

Les conséquences de cette déception nous paraissent multiples: net refroidissement de la NRF dans son ensemble à l'égard de l'homme d'Etat allemand; réorientation de Gide sur les problèmes culturels, dont le signe révélateur est l'entrée en scène de Curtius; enfin reconversion de Rivière face à l'Allemagne, sur le terrain politique dégagé par Gide. Sur le premier point, il est en effet frappant de constater qu'au moment où sa carrière entre dans une phase d'accomplissement, la NRF fait le silence sur Rathenau. Pourtant devenu bientôt Ministre des réparations, il s'attache à concrétiser avec son homologue français Loucheur, la politique dite "de réalisation", qui débouche sur les accords prometteurs de Wiesbaden, le 6 octobre 1921, de nature à créer l'apaisement. Son rôle à la Conférence de Gênes, en avril-mai 1922, à la tête du Ministère des Affaires Etrangères, ni même son assassinat, le 24 juin 1922, ne sont ni commentés ni signalés. Ou la mort prématurée de Rathenau prit de court, ou bien l'on restait dans l'expectative, ou bien, par principe, on se gardait de toute intervention proprement politique. Le dialogue de la NRF avec Rathenau se résume donc à une approche de l'intellectuel spéculatif, avant son passage à la politique active, nullement à un soutien. Il existe certes des témoignages de l'intérêt qu'on continue de lui porter, après 1920, mais ils sont privés, disséminés dans les correspondances, et ne s'accompagnent d'aucun encouragement public. L'enterrement (symbolique et prématuré) de Rathenau marque la fin des illusions théoriques sur l'Allemagne.

Au moment où le nom de Rathenau s'éclipse, celui de Curtius apparaît, à peine un mois plus tard, dans la numéro d'octobre 1929<sup>25</sup>, et sous la plume d'A. Desportes qui fait ainsi, cette fois encore, fonction d'introducteur, par le moyen d'un compte rendu élogieux, mais presque obligé comme on va

voir, de son livre sur Les Pionniers littéraires de la France nouvelle. Le matériau était ancien, procédant d'une série de leçons effectuées à l'Université de Bonn, en 1914, mais avait le mérite de présenter au public allemand Gide, Péguy, Romain Rolland, Suarès et Claudel, tous noms, à l'exception de Rolland, très familiers à la NRF. A vrai dire, Gide, particulièrement satisfait de l'étude à lui consacrée, n'avait pas attendu ce compte rendu pour entrer en relations épistolaires avec l'universitaire allemand: dès le mois d'août, celui-ci avait reçu un exemplaire de La Symphonie pastorale. A la différence de ce qui s'était passé pour Rathenau, la réserve dont fit preuve le nouveau correspondant fut appréciée. "Si un dialogue doit reprendre entre l'esprit allemand et l'esprit français", avait-il écrit, dans sa première lettre à Gide, "ce n'est pas à nous de prononcer le premier mot"<sup>26</sup>. Né en 1886 à Thann en Alsace, établi maintenant sur les bords du Rhin, à cheval sur les deux cultures, Curtius incarnait dans l'ordre intellectuel, cette Rhénanie sur laquelle la France avait des vues, et dont elle devait se ménager l'opinion et la susceptibilité, si elle voulait jamais conduire le territoire à une indépendance associée à ses intérêts. Rapidement Curtius fait donc l'objet d'attentions spéciales: Gide, par exemple, demande à Gallimard le service gracieux des nouveautés dont le critique pourrait avoir besoin<sup>27</sup>, et, dans un second temps, celui de la NRF<sup>28</sup>. De son côté Curtius exploite admirablement ces marques de bienveillance: le désir d'un entretien avec Gide apparaît sous sa plume dès mars 1921, c'est-à-dire au moment où paraît son important article sur les "Problèmes culturels franco-allemands" dans le Neue Merkur. Cet article, après avoir constaté la dérive de l'Allemagne vers l'Est, se proposait de dépasser la fausse alternative posée par le nationalisme ou l'internationalisme, afin de fonder la vie intellectuelle européenne sur la solidarité des civilisations dans leur diversité, sans arrière-pensées hégémoniques-idées très consonantes, et sans doute très volontairement ajustées, à la pensée gidienne. Deux mois après sa demande, l'écrivain français est en mesure d'exaucer le souhait si flatteur de Curtius et de lui transmettre une invitation à

Colpach<sup>30</sup>. La rencontre a lieu à la mi-juin 1921, c'est-à-dire un an à peine après le début des relations épistolaires. Ici encore les Mayrisch n'ont fait que seconder et accomplir le désir des protagonistes, mais cette fois avec un succès total, dont témoigne une lettre un peu postérieure de Curtius à Gide à Gide du 12 juillet 1921:

"Je crois que les meilleurs esprits des deux nations se retrouveront sur les bases que vous indiquez et que j'ai moi-aussi en tête (comme mon article du Neue Merkur a pu vous le montrer): un sentiment européen cosmopolite (mais non internationaliste), libre de préventions et non défiguré"<sup>31</sup>.

Le résultat le plus apparent d'une entente immédiatement cordiale fut la publication, en novembre, dans la NRF, d'un article de Gide consacré aux "Rapports intellectuels entre la France et l'Allemagne"<sup>32</sup>. Fait, pour l'essentiel, de citations empruntées à Thibaudet, et surtout à l'article du Neue Merkur, auquel il voulait donner quelque retentissement en France, ce texte exhortait de nouveau à renouer avec l'Allemagne, et s'appuyait sur les analyses de Curtius pour répudier à son tour l'attitude nationaliste et l'attitude internationaliste, c'est-à-dire qu'il dessinait en fait une troisième voie, qu'on pourrait dire libérale et indépendante: un cosmopolitisme respectueux des personnalités nationales, auquel l'universitaire allemand, on l'a vu, s'était, plusieurs fois au cours de cette année 1921, efforcé de donner forme. Mis en selle par Mme Mayrisch, patronné par Gide, Curtius, à partir de là, poursuit régulièrement son ascension dans le cercle de la NRF, et, du côté de Colpach, on le courtise: en 1922, Mme Mayrisch lui ouvre un compte à la Librairie Gallimard, dans lequel il puisera généreusement<sup>33</sup>; la même année, il est solennellement invité à Pontigny pour la reprise des Décades; toujours en 1922, lorsque E. Mayrisch prend le contrôle d'un journal, la Luxemburger Zeitung, Curtius est invité à s'y produire; plusieurs séjours à Colpach retremperont ses liens avec Gide, en juin 1922, et avec Rivière, en mars 1924<sup>34</sup>; en janvier 1923, dans le numéro d'hommage à Proust de la NRF, et malgré l'opposition politique de la famille, Gide imposa la contribution de son admira-

rateur germanique<sup>35</sup>. Tous ces faits montrent qu'en la personne de Curtius, la NRF se flattait d'avoir enfin trouvé son interlocuteur allemand. Ce n'était pas seulement son attention à la littérature française contemporaine qui dictait cet intérêt; un langage commun - celui de la compréhension respectueuse des différences - avait été trouvé; à travers Curtius, il devenait possible d'établir une liaison avec la littérature d'Outre-Rhin, en particulier avec des hommes comme Thomas Mann, dont il était l'ami.

Le dernier point sur lequel nous voudrions insister ramène plus précisément à E. Mayrisch, ainsi qu'au rôle de transmission assumé par Rivière à partir de 1921, dans trois articles de la NRF, chacun à un an de distance du précédent, et provoqués chacun par une crise politique majeure dans les relations franco-allemandes. Le premier d'entre eux - les "Notes sur un événement politique" de mai 1921 - traite de la Conférence de Londres, qui, de février à mai, s'efforça de fixer le montant des réparations, et se conclut par un coup de force de la France, imposant son chiffre. La nouveauté de ce texte ne réside assurément pas dans les portraits contrastés des tempéraments nationaux - qui font suite aux exercices de psychologie mis en oeuvre dans L'Allemand: esprit de changement et souplesse d'adaptation chez nos voisins, esprit de continuité et crispation chez nous. C'est la conclusion de l'exposé qui témoigne d'une ouverture sur le concret, en suggérant une meilleure compréhension de l'adversaire, et la révision du "vain" traité de Versailles, pour laisser l'Allemagne "reformer ses richesses"<sup>36</sup>. Dès cette date, l'inflexion du discours vers l'économique apporte dans la NRF un élément nouveau. Or cet article suit de très près le premier et long séjour effectué par Rivière à Colpach, du 15 février au 30 mars 1921, au point qu'on peut établir, sans hésitation, un lien de cause à effet: "Vous parlerez politique avec Emile qui vient du pôle opposé au vôtre", lui avait écrit Mme Mayrisch dans sa lettre d'invitation du 30 janvier<sup>37</sup>.

Ces discussions, ou, si l'on préfère ces leçons de politique et d'économie, inclinant, pour les raisons qu'on a vues, vers la détente et la coopération

européennes, eurent l'occasion de se renouveler lors d'un second séjour de Rivière à Colpach, du 7 au 24 janvier 1922. Elles nourrissent encore le second article de Rivière - "Les Dangers d'une politique conséquente", de juillet 1922. Il était né, cet article, de l'échec de la Conférence de Gênes, en avril, prévue pour être la grande conférence économique d'après-guerre, et pour laquelle Mayrisch s'était déplacé en personne. Ce qu'accuse alors Rivière, c'est la victoire artificielle de Poincaré, son manque de créativité, une impuissance à imaginer des solutions nouvelles, de nature à susciter la "communion européenne sans laquelle nous ne pouvons pas vivre"<sup>38</sup>. Bien que ce texte, voué tout entier à la critique du poincarisme, soit surtout un examen de conscience français, le fil directeur de la coopération économique européenne, déposé par Mayrisch, y reste perceptible, comme le fondement sous-jacent de l'argumentation.

A peu près au même moment, Mayrisch décide de prendre le contrôle d'un modeste quotidien bilingue, la Luxemburger Zeitung, dont il veut faire l'instrument de ses nouvelles ambitions: concrétiser sa médiation, amorcée depuis le début de l'année, entre les sidérurgies française et allemande. L'enjeu est le remplacement des obligations en nature liées aux réparations par des accords commerciaux qui aboutiraient à un retour des capitaux allemands dans la sidérurgie lorraine. La grande affaire de Mayrisch est alors de provoquer une rencontre entre les têtes de file respective des deux industries: Stinnes et Schneider. Il échouera de peu à deux reprises, le 28 septembre et le 17 octobre<sup>39</sup>. Mais surtout, il se heurtera à l'action politique de Poincaré, hostile à ces accords industriels qu'il juge comme une dégradation de la position française, et décidé à intervenir dans la Ruhr au plus tôt pour les faire avorter. Or en cette fin d'année 1922, Rivière, dont les émoluments à la NRF sont insuffisants pour le faire vivre décemment, se voit offrir une rubrique mensuelle dans la Luxemburger Zeitung. Elle était prévue mixte, tantôt littéraire et tantôt politique. Mais, fait notable, dans sa quasi-totalité, cette série d'articles publiés de novembre 1922 à décembre 1924, est de nature politique - ce qui témoigne d'un intérêt autre qu'alimentaire de l'au-

teur pour son sujet. A eux seuls, ces textes mériteraient une étude particulière. Contentons-nous d'indiquer ici que la plupart répètent inlassablement la critique du poincarisme et appellent à une solution négociée. Pendant les premiers mois de 1923, alors que la résistance passive paraissait signifier l'échec de l'intervention française, ce message était certes celui de Mayrisch. Mais lorsque la situation s'est retournée avec l'abandon par l'Allemagne du mouvement de résistance, Mayrisch, en esprit pragmatique, semble avoir balancé sur les chances d'une Rhénanie indépendante, dont Poincaré eût été le maître d'oeuvre. Son hésitation expliquerait qu'en attendant d'un entretien approfondi, il ait demandé à Rivière en novembre 1923<sup>40</sup>, de suspendre momentanément ses attaques contre le Président français.

Avec l'occupation de la Ruhr, Rivière eut affaire à forte partie. Tandis qu'à la Luxemburger Zeitung il dénonçait l'initiative poincariste, à la NRF il laissait à Schlumberger le soin de se prononcer dans le numéro de mars 1923. Sur le fond, ce "Sommeil de l'esprit critique"<sup>41</sup> ne dit pas autre chose que les articles précédents de Rivière: que le traité de Versailles est nocif, et que notre erreur est de conduire une politique abstraite -sous-entendu: qui ne tient pas compte du rapport des forces économiques. Mais l'idée fondamentale est qu'à travers l'épreuve de force, le gouvernement français est obligé de rechercher un accord de paix, et d'établir les bases d'une coopération européenne. Cependant ce message final, Gide, gêné par l'excès des métaphores, ne le voyait pas se dégager avec suffisamment de netteté<sup>42</sup>. Pour remédier à sa déception, Rivière, dans le numéro de mai 1923, mettait les points sur les i, avec un texte dont le titre, à lui seul, était un programme: "Pour une entente économique avec l'Allemagne". Troisième plaidoyer de Rivière pour l'audace politique, ce texte invitait à refaire la paix manquée à Versailles par un "traité industriel, sur quoi seul pourrait être enfin fondé un pacte sincère de non-agression"<sup>43</sup>, et dont la pièce maîtresse consisterait dans l'échange du fer et du charbon, de part et d'autre du Rhin. Pour E. Mayrisch, rien ne devait être

plus agréable à lire, car telle était exactement la leçon de réalisme économique que lui-même ne cessait de prodiguer à ses hôtes français, chaque fois qu'ils lui rendaient visite. Mais jamais ce message n'avait été proféré d'une manière aussi nue: l'intensité de la crise avait fait tomber réserves et précautions.

D'un survol de cinq années, sur la question des relations franco-allemandes à la NRF, plusieurs conclusions se dégagent: premièrement la position de la revue, à l'égard de l'Allemagne, présente une incontestable homogénéité de point de vue, dans son fond comme dans sa forme. Pour le fond, en prônant la démobilisation des esprits, en exhortant au dialogue, en dénonçant la politique de force, la NRF joua comme élément modérateur de l'opinion française, à une époque où celle-ci restait majoritairement hostile à l'Allemagne. Dans la forme, il s'est agi de dégager une troisième voie, qui ne fût ni le nationalisme, ni l'internationalisme de type soviétique, mais un cosmopolitisme respectueux de la spécificité des différentes cultures nationales. Deuxièmement, pour être continue, cette politique connut des limitations: de fréquence et de contenu. De fréquence, car elle eut un caractère épisodique ou périodique, c'est-à-dire qu'elle ne se manifesta qu'avec rareté, et en période de crise seulement, dans des cas de force majeure. Il est vrai que le caractère insolite de ces interventions, dans une revue qui voulait conserver sa vocation littéraire, était de nature à leur donner plus de relief et plus de poids. Quant aux contenus, ces interventions servirent surtout à exprimer des refus plutôt que des soutiens de nature partisane: refus du poincarisme, mais silence sur Rathenau. Troisièmement, étalée dans le temps, cette position fut évolutive, -du culturel à l'économique- c'est-à-dire que son point d'aboutissement ne révéla que très tardivement son point d'attache, auquel le plaidoyer devait sa cohérence: l'idée d'une coopération économique avec l'Allemagne, qui s'ajustait si bien aux intérêts de l'homme qui l'avait suggérée.

Cette influence est perceptible dès les premiers mois, mais discrète et patiente. Dans le vide des relations franco-allemandes, en cette période de

guerre froide qui prévalut de 1919 à 1924, par leur diplomatie non tant secrète que confidentielle, usant du mécénat et de l'hospitalité, les Mayrisch ont suppléé momentanément au sommeil des institutions. L'influence indirecte mais tangible d'Emile Mayrisch sur la NRF se situe dans une phase encore empirique de son action. La prise de contrôle d'un journal en 1922 marquait une extension de ses visées sur l'opinion -à une échelle pourtant bien moindre que celle d'un Stinnes, magnat de la sidérurgie et de la presse allemande. La fondation du Comité franco-allemand d'information, dans l'été 1925, avec bureaux à Paris, Berlin et Luxembourg, signifiait une structuration beaucoup plus systématique d'une force qui s'érigeaît désormais en groupe de pression en faveur des Ententes internationales, et se donnait pour but de hâter la conclusion, en quelques mois, de l'E.I.A.. L'influence de Mayrisch sur la NRF, dans une période moins décisive pour l'industriel, a quelque chose de plus dilettante et détendu: travail de fond, mais progrès assez lents. Dans l'histoire de la NRF, le côté de Colpach ne se laisse pas facilement définir: demeure privée, ouverte aux hommes publics, lieu préparatoire, exploratoire, privilégiant les rapports de personne à personne, à un stade plus individuel, moins collégial que Pontigny, dont il est quelquefois l'antichambre, Colpach dut son rayonnement aux échanges qu'il favorisa, par dessus les frontières des nationalités et des discours -culturels, économiques, politiques- cénacle, creuset, conscience d'une Europe bourgeoise des élites .

NOTES:

1. A l'été 1903, premier voyage de Gide avec Mme Mayrisch, en compagnie de Mme Van Rysselberghe, à Weimar, Berlin et Drasde. En 1911, pour introduire sa traduction partielle des Cahiers de Malte Laurids Brigge, Gide demande à son amie luxembourgeoise un article général de présentation de l'oeuvre de Rilke, qu'elle fait paraître sous le pseudonyme de Saint-Hubert, dans la NRF du 1er juillet. 2. Pour l'étude du volet économique, voir: J. Bariéty, Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, Pédone, 1977, 797

p., et du même: "Sidérurgie, littérature, politique et journalisme: une famille luxembourgeoise, les Mayrisch, entre l'Allemagne et la France, après la première guerre mondiale", Bulletin de la Société d'Histoire moderne, 1969, n°10, pp.7-12, ainsi que "Industriels allemands et industriels français à l'époque de la République de Weimar", Revue d'Allemagne, avril-juin 1974, t. VI, n°2, pp.1-16. Sur E. Mayrisch: Emile Mayrisch, précurseur de la construction de l'Europe, Lausanne, Centre de Recherches européennes, 1967, 64 p. et J. de Lannay, Emile Mayrisch et la politique patronale européenne (1926-1933), Bruxelles, Pierre de Meyere, 1965, 96 p. 3. Voir T. Bourg, "E. Mayrisch et J. Schlumberger", Arbeiterunterstützungs-Verein, Dudelange, Imp. Willems, s;d;/1978/, pp.107-118, et J. Schlumberger, Rencontres, pp.80-81, et Oeuvres complètes, V, p.335.

4. Voir la lettre de Schlumberger à Rivière, du 4 janvier 1919: "Je reviens de Dudelange où j'ai été envoyé en mission et d'où j'ai rapporté des renseignements de tout premier choix. Les intérêts d'ordre général n'ont pas laissé beaucoup de temps à ceux de l'amitié/.../", Corr. Rivière-Schlumberger, Université de Lyon II, p.188. 5. D. Durosay, "Diplomatie gidienne: au service du Luxembourg en 1919-et des Mayrisch", BAAG, n°66, avril 1985, p.235-252.

6. T. Bourg, "André Gide et Mme Mayrisch", in Colpach, Luxembourg, Imp. Victor Buck, 1978, p.66-100, et M. Engel, "Jacques Rivière au Luxembourg", Ibid., pp.137-175.

7. Sur le Comité franco-allemand, voir F. lhuillier, Dialogues franco-allemands, 1925-1933, Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg, Ophrys, Gap, 1971, 173 p. Organisme de relations publiques, destiné à aplanir les rapports politiques, économiques, journalistiques et intellectuels entre les deux pays, de statut privé, financé (d'ailleurs difficilement) par les milieux industriels français, allemand, et bien entendu luxembourgeois, le Comité franco-allemand fut animé par P. Vienot, plus tard gendré d'E. Mayrisch, opérant à Berlin. Le Comité tenait ses conférences d'organisation à Luxembourg. Il ne survécut que quelques années à la disparition accidentelle de son fondateur en mars 1928.

8. Voir J. Bariéti, "Le sidérurgiste luxembourgeois Emile Mayrisch promoteur de l'Entente Internationale de l'Acier après la première guerre mondiale", in Les Relations franco-luxembourgeoises de Louis XIV à Robert Schuman, Centre de Recherches Relations internationales de l'Université de Metz, Metz, 1978, pp.245-257, en particulier p.258. 9. Voir "La Suisse entre les deux langues", NRF, déc.1909, pp.808-810, et la réplique de K. Singer, "Défense de la langue allemande", NRF, mars 1911, pp.421-431.

10. Le Journal d'André Gide et les problèmes du Moi, p.493 sqq.

11. Voir D. Durosay, "La Direction politique de Jacques Rivière à la Nouvelle Revue Française (1919-1925)", Revue d'Histoire littéraire de la France, mars 1977, pp.227-245. 12. Voir en particulier la lettre de Schlumberger à Rivière du 11 août 1917, Corr. pp.146-149. 13. NRF, juin 1919, p.10, repris dans Nouvelles Etudes, p.291. 14. Voir "Fragments des conversations tenues au siège de l'"Union" du 15 janvier au 26 février sur la Reprise des relations entre Français et Allemands", Bulletin de l'Union pour la Vérité, janvier 1925, 128 pp. 15. NRF, juin 1919, pp.35-46, et 121-125. 16. Ibid., pp.157-160.

17. Ibid., pp.45. 18. Ibid., pp.158. 19. Outre le premier mentionné: "La critique d'art allemande", oct.1919, p.804-811; "Les Pionniers littéraires de la France nouvelles" oct.1920, pp.626-635; "Un jeune intellectuel allemand"/Otto

- Braun/, août 1921, pp.239-250; "Au nom de Goethe", mai 1922, 20. NRF, janvier 1920, pp.120-124. Quant à la préparation de cet article dès août 1919, voir la lettre de Rivière à Schlumberger du 14 août 1919, Corr., p.195.
21. Voir J. Bariéty, Les Relations franco-luxembourgeoises..., p.253.
22. Sur cet aspect de la question, voir Comte H. Kessler, Walther Rathenau, Grasset, 1933, notamment le chapitre X; "La nouvelle politique extérieure. La lutte pour la paix", pp.221-274. 23. Journal, Pléiade, I, pp.712-713.
24. Cahiers de la Petite Dame, Gallimard, t.I, p.49. 25. NRF, oct.1920, pp.626-635. 26. Deutsch-französische Gespräche, 1920-1950, Frankfurt, Klostermann, 1980, p.19. 27. Lettre de Gide du 20.8.1920. Ibid., p.20. 28. Lettre de Gide du 15.2.1921. Ibid., p.22. 29. Neue Merkur du 5 mars 1921. Traduction française dans la Revue rhénane, octobre 1921, pp.845-848.
30. Lettre de Gide du 12.5.1921, Deutsch-französische Gespräche, p.28.
31. Lettre de Curtius du 12.7.1921, Ibid., p.30. 32. NRF, nov.1921, pp.513-521.
33. au point d'inquiéter Mme Mayrisch, qui demande à Rivière de limiter la dépense à 4000 francs pour l'année 1922 (Lettre de Mme Mayrisch des 15.2.1922 et 7.4.1922, inédites, Archives Alain Rivière). 34. Colpach, p.157.
35. NRF, janvier 1923, pp.262-266. 36. NRF, mai 1921, pp.558-571.
37. Colpach, p.143.
38. NRF, juillet 1922, p.10.
39. Voir J. Bariéty, Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, p.170.
40. Lettre de Mme Mayrisch à Rivière du 13.XI.1923, inédite. Archives A. Rivière.
41. NRF, mars 1923, pp.469-479.
42. J. Schlumberger, Oeuvres complètes, t.III, p.10.
43. NRF, mai 1923, p.730.

*au Centre d'Etudes Gidiennes*

**LA CORRESPONDANCE GÉNÉRALE D'ANDRÉ GIDE  
(1879 – 1951)**

répertoire, préface, chronologie, index et notices  
établis par

**CLAUDE MARTIN**

avec le concours de l'Équipe du Greco 130053 du CNRS

**FLORENCE CALLU, JEAN CLAUDE, JACQUES COTNAM, PETER FAWCETT,  
CLAUDE FOUcart, ALAIN GOULET, PIERRE MASSON, NICOLE PRÉVOT**

Six fascicules brochés, 29,5 x 20,5 cm, tirés à 100 exemplaires numérotés.

Fascicule I (1879–1900)	39 F
Fascicule II (1901–1910), 67 pp., 1984.	37 F
Fascicule III (1911–1920)	39 F
Fascicule IV (1921–1930), 75 pp., 1984.	37 F
Fascicule V (1931–1940), 78 pp., 1984.	39 F
Fascicule VI (1941–1951)	39 F

*Commandes à adresser au Directeur du Centre d'Études Gidiennes,  
3, rue Alexis-Carrel, 69110 Ste-Foy-lès-Lyon,  
accompagnées de leur règlement par chèque à l'ordre de l'AAAG  
(ou, sur demande, facture établie et jointe à l'envoi)*